

## **Qu'est-ce que la ségrégation raciale aux États-Unis?**

**(article publié sur le site «Lumni»)**

Faut-il, oui ou non, abolir l'esclavage? Cette question est à l'origine de la guerre de Sécession, cette guerre civile qui a déchiré les États-Unis de 1861 à 1865. En novembre 1860, le candidat républicain Abraham Lincoln est élu à la présidence du pays avec 39,8 % des suffrages. Il est farouchement anti-esclavagiste et souhaite donc abolir l'esclavage, ignoble institution qui a cours depuis plus de 260 ans et qui soumet, en 1860, plus de 4 millions de Noirs à une existence marquée par le malheur. Toute l'économie agricole de onze États du Sud (la Confédération, qui regroupe l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, la Géorgie, la Louisiane, le Mississippi, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, le Tennessee, le Texas, la Virginie) repose sur cette main d'œuvre servile. Voyant l'élection d'Abraham Lincoln comme une menace pour leur mode de vie, les États confédérés décident de faire sécession. C'est le début d'un conflit fratricide qui durera cinq ans et se soldera par la victoire des États du Nord sur le sud esclavagiste.

Le destin des Noirs américains bascule: le 6 décembre 1865, le 13<sup>e</sup> amendement de la Constitution des États-Unis supprime l'esclavage dans tout le pays. Mais il ne suffisait pas d'émanciper les esclaves, encore fallait-il prévoir

leur intégration dans la société américaine... Le problème, c'est que rien n'a été prévu en ce sens. À l'époque, rares sont les politiques ou les notables prêts à défendre l'égalité des Noirs et des Blancs. Et plus rares encore sont ceux disposés à leur accorder les mêmes droits!

Le sud des États-Unis reste obstinément nostalgique de son passé esclavagiste. Ainsi, des Black codes («codes noirs») sont localement mis en place après 1865 pour limiter les droits civiques et les libertés fondamentales des esclaves affranchis: les Noirs ne sont pas considérés comme de véritables citoyens américains, mais ils sont généralement assimilés à des biens meubles ou à des animaux. De 1877 à 1964, dans les anciens États confédérés, les lois Jim Crow [1] départissent les Noirs américains de leurs droits fondamentaux. En 1896, un arrêt de la Cour suprême crée un précédent en reconnaissant officiellement des lois ségrégationnistes, qui vont alors s'ancrer pour longtemps dans la société et les mentalités. Les lois Jim Crow relèguent les Noirs au rang de citoyens de seconde zone...

Les Noirs sont en effet séparés des Blancs dans les transports en commun, mais aussi dans les écoles, toilettes, hôpitaux, églises, logements, prisons, pompes funèbres et cimetières. Leur liberté d'expression est réduite à néant, certains États exigent des manuels scolaires séparés pour les étudiants noirs et pour les étudiants blancs. La Nouvelle-Orléans rend obligatoire la ségrégation

des prostituées selon leur couleur de peau. Dans les tribunaux d'Atlanta, les Afro-Américains doivent prêter serment sur une Bible différente de celle des Blancs. Tout mariage ou cohabitation entre Blancs et Noirs est évidemment interdit. À ces règlements s'ajoutent différents usages: un Noir ne doit pas regarder une Blanche, il doit ôter son chapeau, ne jamais contredire un Blanc, etc. «Monsieur» ou «Madame» sont des titres de civilité réservés aux Blancs, qui appellent les Noirs par leur prénom plutôt que par leur nom de famille.

Globalement, dans les anciens États sécessionnistes, tout est organisé pour priver la population afro-américaine de toute marque de respect, pour l'infantiliser et la soumettre par la terreur. Ceux qui tentent de défier les lois Jim Crow s'exposent à des arrestations et des violences allant jusqu'au meurtre.

De 1877 à 1950, 3959 Afro-Américains auraient ainsi été lynchés dans 12 États du sud. Le nombre réel de ces meurtres est probablement beaucoup plus élevé et non répertorié, car la haine peut se déclencher pour un rien – bousculer un Blanc dans la rue peut suffire. La plupart de ces exécutions sommaires sont annoncées dans les journaux. Ce jour-là, pas d'école, car c'est un «spectacle» où on se rend souvent en famille. Après les exécutions, des cartes postales avec photo des cadavres sont vendues comme souvenirs.